

LA PENSÉE POPULISTE

Dossier coordonné par

MARTIN DELEIXHE, QUENTIN LANDENNE & DANIELE LORENZINI

PRÉSENTATION

PAR MARTIN DELEIXHE, QUENTIN LANDENNE & DANIELE LORENZINI

(DIS-)QUALIFIER LE POPULISME

Le concept de « populisme » a pris une telle ampleur depuis au moins une vingtaine d'années, qu'il met aujourd'hui les chercheurs en sciences sociales et en philosophie politique dans une situation très embarrassante. Son omniprésence dans les discours politico-médiatiques, notamment en Europe, mais bien au-delà, son caractère idéologiquement surchargé, son extension remarquablement large sur le spectre politique, ses significations multiples et contradictoires, ses usages polémiques et le flou savant où il se cache le plus souvent – tous ces traits caractéristiques en font un concept qui nous apparaît de prime abord aussi nécessaire qu'impossible à définir. Cela n'en fait pas moins un concept indispensable pour analyser les phénomènes politiques contemporains, dont il est l'un des schèmes récapitulatifs les plus suggestifs. Encore faudrait-il pouvoir le caractériser dans une proposition générale susceptible de rendre compte des lignes de conflit qui se croisent en lui.

Face à un tel inconfort, les chercheurs qui entreprennent de travailler sur ce concept et sur les phénomènes qu'il doit désigner peuvent être tentés par deux options inverses : d'aucuns vont chercher malgré tout à cerner les propriétés structurelles censées permettre d'isoler le présumé noyau axiologique, sociologique et culturel du populisme, quitte à limiter le champ de sa définition à un contexte socio-historique bien délimité. D'autres, au contraire, prenant acte du fait que le terme est surtout mobilisé pour disqualifier l'adversaire, et en dit à cet égard moins sur la cible que sur le tireur, décideront de renoncer non seulement à s'aventurer à définir un concept sémantiquement bien trop fluide, mais même à en faire le moindre usage dans le cadre d'un discours à prétention scientifique, empiriquement informé et théoriquement solide – comme si qualifier le populisme faisait courir au chercheur le risque de se disqualifier lui-même.

Entre ces deux extrêmes, les sciences sociales disposent de nombreux outils heuristiques et méthodologiques pour s'approcher progressivement d'une qualification contextuelle et différenciée de la notion de populisme. D'un point de vue diachronique, la voie est ouverte à la reconstruction des diverses généalogies du terme, d'une langue politique à l'autre, telle qu'on peut les proposer depuis les expériences historiques contrastées – de la fin du XIX^e jusqu'au début du XXI^e siècle – en Amérique du Nord, en Amérique latine, en Europe occidentale ou en Russie. Sur le plan synchronique, on peut comparer les usages contemporains du terme en dressant une typologie complexe des phénomènes susceptibles d'être subsumés sous tels ou tels traits généraux concourant à des ressemblances de famille, voire à des idéaux types indexés sur des situations spécifiques. Il est possible également d'élever l'analyse au carré en interrogeant plus particulièrement la position des acteurs qui font usage du concept de populisme, surtout quand il sert à décrédibiliser l'adversaire, en se demandant, par exemple, jusqu'à quel point certaines caractéristiques définitoires importantes imputées aux «populistes» ne seraient pas applicables aux auteurs de l'accusation – comme l'image d'un peuple naturellement vertueux, mais passivement manipulé par une élite corrompue, la condamnation en bloc de mouvements en soi pluriels et complexes, la dénonciation des ennemis de la démocratie, dont le vice congénital disqualifierait par principe les éventuelles demandes ou revendications. Il serait possible, également, entre autres pistes, d'inscrire les tropismes populistes dans des constellations d'oppositions et de conditionnements réciproques avec d'autres tendances de fond de la vie politique de notre époque, comme l'ensemble des phénomènes qu'on désigne parfois sous la notion de la «post-démocratie», pour montrer à quel point ces deux grands mouvements de la vie politique contemporaine sont à la fois opposés et solidaires.

Mais au-delà de ces mises à distance salutaires et autres stratégies d'objectivation nécessaires, le théoricien et l'observateur ne peuvent se tenir pour dispensés de la tâche de répondre à la question : que désigne le populisme ? Plus précisément, ce qu'il convient d'interroger, c'est bien le rapport entre ce qu'on cherche sous le nom de populisme et ce dont il est à la fois la radicalisation et la dénaturation, la réaction immunitaire et la maladie mortelle – soit

la démocratie elle-même, dans l'état actuel de son devenir et de ses contradictions. On se souviendra que les premiers usages du terme «démocrate» dans l'Athènes du VI^e siècle avant J.-C. étaient aussi insultants et disqualifiants, et que les précurseurs de la théorie politique qui ont cherché à défendre ou justifier le régime démocratique ont pris soin, à l'image d'Aristote, de le dédoubler pour distinguer la bonne démocratie de la démocratie corrompue ou démagogique. Si le populisme est le double contemporain de la démocratie, on peut comprendre que le malaise de la qualification scientifique de son concept est, à certains égards, comme une version actuelle du problème platonicien d'une critique philosophique de la démocratie en réaction à une disqualification démocratique de la philosophie ou, plus largement, de la science.

Si le populisme est un problème adressé à la science – aux sciences et aux universitaires – autant qu'à la démocratie, la question de sa qualification porte non seulement l'exigence d'un travail d'objectivation axiologique constant et de variations des perspectives d'interprétation en fonction des acteurs concernés, mais aussi la responsabilité d'un engagement normatif du chercheur et théoricien. Ce qu'il faut entendre par là, c'est non pas la liberté de déclarer de la réalité ce qu'on souhaiterait qu'elle soit ou fût, mais l'aptitude à dire comment elle doit être comprise et, prioritairement, comment nous devons comprendre des concepts aussi constitutivement normatifs que ceux de peuple, d'élite, de représentation, de justice sociale ou de liberté politique. Bref, il s'agit de déterminer la manière dont on doit comprendre la démocratie, si l'on veut éviter qu'elle se disqualifie elle-même.

Par leurs analyses contrastées et leurs diverses orientations, les auteurs réunis à l'occasion de ce présent dossier cherchent à se confronter à la question d'une qualification du populisme à la fois théoriquement consistante, empiriquement étayée et normativement réflexive. Pour ce faire, ils nous enjoignent d'abord à prendre au sérieux l'idée que derrière ce que certains s'empressent de disqualifier comme un symptôme, une maladie, une crise ou même un péril, opère une véritable pensée du politique, dont les contours sont certes loin d'être stables, fermes et univoques, mais qui mérite en tout cas un effort de reconstruction. Ils nous invitent ensuite, chacun à sa façon, à distinguer une série d'aspects consti-

tutifs de cette pensée populiste : entre le terme et le concept (rappelant que la présence du nom « populisme » dans les discours n'est ni nécessaire ni suffisante pour attester de la réalité du concept), entre les références historiques et les expériences contemporaines (interrogeant aussi bien les continuités que les ruptures entre populismes des origines et populismes contemporains), entre les idéaux-types sociologiques et les exemples empiriques présentés comme typiques (incitant à ne pas se laisser obnubiler par des figures personnelles censées incarner un idéal-type), entre les éléments descriptifs et normatifs du concept (montrant que les descriptions des discours et pratiques populistes sont toujours fonction de ce qu'est censée être la démocratie, d'un concept normatif du rapport entre populisme et démocratie), ou encore entre la pensée populiste des acteurs politiques et la pensée populiste des observateurs politiques (distinguant les interventions des journalistes, sociologues, historiens, philosophes, sans négliger le fait que les observateurs sont des acteurs et les acteurs des observateurs, mais en marquant une différence d'attitude pragmatique dans le discours).

Partant d'une réflexion d'abord proprement conceptuelle et théorique, nourrie entre autres des outils de la philosophie du langage ordinaire et de l'histoire des idées, les deux premières contributions – de Jean-Yves Pranchère et Albert Ogien – mettent en évidence les difficultés, les pièges et les impasses d'une définition naïvement essentialiste du populisme. Il s'agirait au contraire de tenir compte non seulement des variations objectives des phénomènes dits populistes, mais aussi et avant tout des contextes d'usage du terme – sans renoncer pour autant à élucider les différents sens possibles du concept lui-même. Les trois dernières contributions – de Federico Tarragoni, Camila Vergara et Antoine Chollet – cherchent quant à elles à investir des enjeux plus directement empiriques, analysant notamment la spécificité des expériences nord-américaine, russe et latino-américaine du populisme, pour mieux faire apparaître les malentendus, mésusages et inconsistances de certaines conceptions dominantes du populisme, qui tendent à négliger ou même à occulter l'épaisseur historique, théorique et sociologique qu'il recèle, pour n'en retenir bien souvent que des avatars superficiels et communs à d'autres phénomènes politiques et idéologiques contemporains.

Sans chercher à aboutir à une définition partagée du populisme, ni même à un consensus sur la possibilité et l'opportunité d'une telle définition, les cinq contributions réunies dans ce volume s'accordent au moins sur la conviction qu'un travail de qualification théorique et empirique des phénomènes dits populistes doit pouvoir faire droit non seulement à la diversité des expériences passées et présentes, mais aussi à la complexité irréductible de la structure réflexive dans laquelle est impliquée toute recherche en philosophie politique et en sciences sociales, quand elle veut s'emparer d'un discours ou d'une pensée – la « pensée populiste » – qui a, entre autres, pour ambition et pour effet de requalifier le rapport des universitaires aux exigences les plus radicales de la démocratie.